

Face à la haine, nous faisons République | Denis Öztorun

37 min · Parti Communiste Français

Merci. Merci, mes amis.

Mesdames, messieurs les parlementaires, M. Pascal Savoldelli, M. Akhlym Elouli, nos sénateurs, nos députés, Mme Isabelle Santiago, Mme Sophie Taillé -Pollion, M. le maire et le président du territoire, de notre territoire, mon ami Laurent Catalat, mesdames, messieurs les maires, nombreuses et nombreux aujourd'hui à nos côtés font le plaisir et la fraternité d'être là. Mesdames, messieurs les adjoints au maire, les élus, chers collègues, mesdames, messieurs les représentants des organisations syndicales, des associations,

des formations politiques, des cultes et des courants philosophiques, chers bonoïsois, chers bonoïsois, chers émus,

il y a quelques jours,

dans l'ambly d'un hall d'immeuble,

une main anonyme a souillé une invitation de notre ville.

Elle pensait écrire une insulte

sans le vouloir. Elle a lancé une convocation

et nous avons répondu. Merci à vous d'être là. Un grand merci à vous d'être là.

Regardez -nous.

Nous sommes de droite, de centre, de gauche. Nous sommes écologistes, syndicalistes, militants associatifs, croyants et responsables de différentes confessions religieuses, athées, agnostiques, citoyens tout court.

Nos accords reprendront à la fin de mon discours. D'ailleurs,

je soupçonne quelques -uns, notamment certains ici, de ne pas attendre jusqu'ici.

Et c'est bien heureux.

Je suis communiste.

Je n'ai pas laissé mes convictions au vestiaire. Je sais que personne ici n'a à y déposer les siennes.

L'unité républicaine, ça n'est pas l'unanimité.

Les pouvoirs qui nous opposaient sont noyirs. Défendre nos convictions sans contester à l'autre sa place,

sa dignité et son égal appartenance à la communauté nationale.

Ce qui nous réunit n'est pas une affaire de cons, c'est une affaire de république. Je veux commencer par remercier le peuple,

notamment les Bonneuilois et Bonneuilois, nombreuses et nombreux ce matin, celles et ceux venus du Val -de -Marne, d 'Ile -de -France, et certains d 'ailleurs. Certains ont parcouru quelques rues, d 'autres beaucoup de kilomètres. Tous ont refusé de laisser quelqu 'un

seul devant l 'injustice, devant l 'injure. Vous ne vous êtes pas levé pour un homme ou pour un maire. Vous vous êtes levé pour que personne ne puisse être humilié pour ce qu 'il est. Merci aux milliers de personnes qui ont témoigné leur solidarité. Chaque message a compté.

Celui qui a été rendu public comme celui que personne, en dehors de moi, ne lira.

Merci aux élus et aux responsables publics. De Valérie Pécresse à Fabien Roussel, dont je remercie sa présence à mes côtés. Mais aussi en passant par le ministre Lefebvre, Olivier Faure ou Marine Tondelier. Et je ne pourrai citer les centaines de personnalités publiques, de droite comme de gauche, qui nous ont témoigné de leur soutien. Qu 'ils m 'ont excusé d 'avance. Merci aux syndicats, mais aussi aux dirigeants d 'entreprises, aux associations, aux représentants des cultes et des courants philosophiques, à tous les citoyens présents ici ou solidaires à distance.

Aujourd 'hui, Marianne a vos visages.

La fraternité a vos mains tendues.

Oui, cette attaque aux dieux m 'a atteint.

Les charpes tricolores obligent. Elles ne rendent pas invulnérables. Sous ces 3 couleurs, il reste un homme, une histoire, une famille, que les mots peuvent blesser. Mais lorsque je vous regarde, je mesure combien cette blessure dépasse une personne, combien de femmes et d 'hommes connaissent cette fatigue de devoir expliquer leur nom, défendre leurs origines, justifier tout simplement ce qu 'ils aiment ou ce qu 'ils sentent. Combien ont appris à faire taire une part d 'eux -mêmes pour ne pas s 'exposer au mépris ? D 'ailleurs,

il n 'est pas nécessaire d 'avoir vécu cette humiliation pour en sentir l 'injustice. Il suffit de refuser qu 'un autre y soit abandonné. Et nous voilà, avec nos histoires différentes, vos convictions, vos désaccords, vous êtes venus dire à celles et ceux que l 'on voudrait faire taire. Votre dignité nous regarde. Vous ne serez pas seuls à les défendre. Merci à vous. Merci à vous.

Ce n 'est pas la taille de bon oeil qui donne à cette affaire sa portée nationale.

C 'est l 'universalité de la blessure. Les injures visant mes origines turques m 'a signé une religion et faisaient de l 'homosexualité un motif de mépris. Derrière ces mots, une même volonté. Me signifier, nous signifier que je n 'étais pas à ma place, que nous n 'étions pas à notre place. Mais qui pourrait s 'arroger le droit de décider lequel d 'entre nous serait de trop

? Nous combattons donc l 'antisémitisme, l 'islamophobie, toutes les formes de racisme, l 'homophobie et les discriminations avec la même détermination. Nous ne demanderons jamais à une victime d 'attendre son tour pour être défendue.

La dignité humaine ne se divise pas, ne se négocie pas.

Oui, une plainte a été déposée. La justice doit établir les responsabilités, non désignant, ni auteur,

ni camp, sans aucune preuve. La République ne se venge pas. La République, elle, elle juge.

Et si nous serions aujourd'hui depuis tout à l'heure,
depuis le début de ce rassemblement, au lieu de pleurer
ou d'exprimer une tristesse ?

Regardez ce que ce sourire contient.

Le soulagement de se retrouver, la chaleur d'une main serrée,
la force de ce salvo entouré. Ce sourire n'efface rien, aucune blessure. Il exprime surtout notre fraternité. Nous refusons que la haine prenne possession de nos épreuves et nos visages. Notre fermeté n'a pas besoin de lui rassembler.

Parce que nous, nous sommes la vie et que la haine, elle, ne sait produire que la mort. Cette vie doit pouvoir la construire.

Chacun doit pouvoir le faire, sans avoir sans cesse à justifier sa place dans notre République.

Arriver dans une République comme la France, dans un pays nouveau, et grandir dans le pays où l'on est, tout en restant interrogés sur ses origines véritables,

ce sont deux expériences différentes. Mais nul ne doit être condamné à rester un étranger dans le regard des autres. Entendre ses blessures ne divise pas la France. C'est lui demander de tenir sa promesse, d'unir et de défendre ses enfants. Lorsque l'une mère ou un maire est attaqué, pour ce qu'elle ou il est, c'est aussi l'écharpe et le choix des citoyens qui sont attaqués, en prétendant corriger le suffrage universel par l'intimidation. Mais le suffrage qui nous désigne ne fixe pas les limites de notre devoir. Je suis le maire de ceux qui ont voté pour moi ou contre moi, ou ceux qui se sont abstenus. Je suis aussi le maire des enfants, mais aussi des habitants qui vivent, travaillent, élèvent leur famille ici sans avoir le droit de vote.

Mon mandat vient des urnes, mais ma responsabilité va au-delà des urnes.

Ceux qui me contestent ont le même droit à mon écoute et à ceux qui m'applaudissent.

Personne ne doit être moins respecté ou moins protégé parce qu'il n'a pas de bulletin à déposer.

Mes convictions ne m'autorisent jamais à abandonner, quoi que ce soit, et je sais que tous mes collègues maires parlementaires à mes côtés, portent toutes et tous de droite, de gauche la même conviction que moi. Merci mille fois encore à eux et à elles d'être présents et présentes là, ici, maintenant.

Vous voyez,

ça, c'est ma boussole. Je ne vous dirai pas qui me l'a offert.

Cette boussole, je la porte toujours sur moi ou sur mon bureau. Elle me rappelle la parole donnée. Je dis toujours et partout que la parole fait l'homme

et l'homme doit être digne de sa parole.

Elle me rappelle que servir tous mes concitoyens, protéger les plus vulnérables,

chercher à être juste malgré les injustices et contre elles, ce sont mes devoirs de chaque instant. Oui, je peux me tromper, mais, mes amis,

mes amis, je ne bougerai pas d'une pouce dans cette fidélité. Je vous le jure, je vous le promets, par parole de citoyens, par parole de maire, on ne bougera pas, ni mes collègues ici, ni moi. On ne bougera pas.

Vous le savez, chers collègues et amis, certaines de nos décisions sont difficiles parfois, certaines sont impopulaires. C'est dans ces moments-là que la parole donnée nous oblige de plus. Nos chemins diffèrent,

notre devoir demeure le même. Servir toute la population, servir la France, jamais seulement notre compte politique, philosophique ou religieux.

Notre Constitution proclame une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Ces mots vont ensemble. L'unité du pays et la liberté des consciences, la souveraineté du peuple et la justice sociale doivent se soutenir. La laïcité permet à des consciences différentes de vivre sous les mêmes lois. Elle protège la liberté de croire et ou de ne pas croire et ou de changer de conviction.

Juifs, musulmans, chrétiens, croyants de toute confession laté et agnostique, personne n'a à demander la permission d'exister et je remercie tous les cultes religieux ici présents autour de nous, mains dans la main avec les élus de la République. Merci à elles, merci à eux.

La puissance publique doit être neutre pour que les consciences soient libres et la liberté doit naître dans nos vies. Pouvoir penser, parler, créer, aimer, s'organiser, contester et prendre part aux décisions. Pouvoir conduire son existence sans être écrasé par la peur ou la misère.

L'égalité nous oblige chaque fois qu'un an ferme une porte, qu'une femme voit ses droits contester, qu'un handicap devient un obstacle qu'on renonce à lever. Une même dignité exige des droits et des responsabilités accessibles à toutes et à tous et le combat contre les injustices sociales qui les rendent inaccessibles. Et il y en a beaucoup dans notre pays. Il y en a beaucoup dans notre pays. Quant à la fraternité,

la troisième devise de notre République, elle commence lorsque le malheur des nôtres cesse de nous être étrangers. Elle prend la forme d'une main tendue, puis d'une solidarité organisée, comme cela est autour de moi.

La protection sociale, les services publics, les associations, le soin et la transmission, elle nous engage envers les plus fragiles et envers les enfants qui ne sont pas encore nés. La fraternité, c'est ce qui transforme une population en un peuple,

une commune en communauté de destin et la République en un bien commun. Nous continuerons bien sûr à débattre du travail, des salaires, des retraites, du partage des richesses, de l'école, de la santé, des services publics, du logement, de la sécurité et des libertés, de la fiscalité, de l'industrie, de l'écologie et de la souveraineté de nos communes qui sont si attaquées. La parole publique doit éclairer, questionner, parfois bousculer,

mais elle s'abîme lorsqu'elle transforme l'adversaire en ennemi, les transéants menaces, le pauvre en suspect ou la différence en faute. Nos désaccords sont nécessaires. L'humiliation, jamais, jamais, elle n'a pas sa place dans la République, l'humiliation.

Sur cette invitation souillée, il y avait deux noms, Méliné et Misak Manouchan, deux orphelins arméniens qui ont connu l'exil

en traversant des souffrances, deux amoureux, deux résistants. Méliné fut pleinement actrice de la renaissance. Misak,

le portaitant l'a ramené de mon bureau parce qu'il est toujours derrière moi pour me rappeler qui je dois suivre comme exemple et chemin. Il était ouvrier, poète, communiste et résistant.

Il avait, devinez quoi, devinez quoi mes amis, Misak avait demandé la nationalité française sans l'obtenir.

Pourtant,

il aurait pété gris et pourtant, il a donné sa vie pour la liberté de la France, pour la liberté de la France avec ses 23 camarades autour de lui,

avec ses résistances FTP Moï, des Juifs polonais ont donné leur vie, les immigrés italiens ont donné leur vie, des immigrés, des immigrés arméniens ont donné leur vie pour que nous puissions rester ici, sous le toit de la République,

le 21 février 2024, lorsque Misak et Méliné sont entrés aux Panthéons, j'ai eu l'honneur d'y être et la France ne leur a pas apporté leur grandeur. Elle a reconnu la grandeur que Méliné, Misak et leurs camarades lui avaient apporté à elle. Misak et Méliné ont apporté cette grandeur à la France et à la République française.

Reconnaître les crimes et les souffrances du passé ne transmet aucune culpabilité aux générations suivantes. La mémoire républicaine ne fabrique pas, ne devrait pas fabriquer des coupables héréditaires, elles forment des consciences responsables.

Nos mémoires peuvent être différentes, douloureuses, parfois antagonistes, il nous

et demanderons qui était Méliné et Misak. Alors nous leur raconterons l'exil, l'amour, la poésie et le travail de la résistance. Un an peut devenir une cible pour ceux qui haïssent, mais il peut aussi devenir, comme nous allons ensemble le faire, une lumière pour ceux qui grandissent. Ce sera une page d'histoire ouverte sous le seuil de Bonneuil, une mémoire à hauteur d'enfant. C'est aussi le sens de 80 noms de femmes choisis pour nos rues, nos bâtiments et nos espaces publics. Simone Veil, Anne Franck, Lucie Aubrac, Marie -Claude Vaillanc Couturier, Dulcy September, Joséphine Becker, mais aussi Geneviève de Gaulle, Antoniaz, résistante des déportés, Niès du général de Gaulle, loin d'être communiste et combattant pourtant et contre la misère. Mes amis, nous n'aurons pas seulement celles et ceux qui nous ressemblent politiquement.

Nous n'effaçons pas l'histoire. L'histoire nationale n'appartient à aucune famille politique. Nos filles doivent pouvoir lever les yeux et comprendre que cette histoire est aussi la leur. Nos garçons doivent apprendre que les femmes n'y sont pas des personnages secondaires. Voilà ce que nous devons transmettre.

Et cette responsabilité exige d'écouter, d'expliquer, de convaincre. Parfois, et je le dis, assumer des choix qui coûtent cher, parfois humainement. Ça aussi, ça nous en a voulu des injures, des menaces qui sont allées parfois loin, mais aussi des voies. Mais,

il y a même une élection.

Mais un mandat n'a pas pour seule finalité sa propre reconduction. Il engage aussi l'avenir de ceux qui grandiront après nous. Une commune peut porter une idée plus grande qu'elle. Dans nos villes et nos villages, la République prend le visage d'une école, d'un service public, d'une association et d'une main tendue. C'est là que chacun éprouve sa promesse ou ressent, réellement, et c'est malheureux son absence.

À bon -il, notre projet 35, 2035 et pas 1935, porte l'ambition d'une université populaire à ciel ouvert. Chacun y enseigne et chacun y apprend. L'expérience d'une ouvrière, la mémoire d'un ancien, les questions d'un enfant, les savoirs d'un agent public, l'apport et l'expérience des chefs d'entreprise participent du même ouvrage. Et je salue aussi, parce que j'en ai vu quelques -uns, la présence des chefs d'entreprise qui sont avec nous, autour de nous. Nous avons tous quelque chose à transmettre et tous encore et toujours quelque chose à apprendre. Mais pourquoi cette ambition serait -elle au limite de notre commune ? Pourquoi pas ? Mes collègues à parlementaires, je vous le dis à vous aussi, pourquoi pas dans tout le pays ? Et je sais que ces valeurs vous les portez tous les jours. Concrétisons ensemble, rassemblons -nous aussi autour de nos parlementaires pour qu'ils portent ces idées dans les assemblées y afférant.

Une France où le savoir donne à chacun la force de comprendre, de choisir et d'agir, où le peuple participe aux décisions sur son travail, son quartier, son avenir, bien au -delà du jour du vote. Une France où nos enfants apprennent sur les mêmes bancs que leurs histoires différentes peuvent trouver une suite commune. Nous faisons peuple lorsque nous construisons une école pour des enfants que nous n'essayons pas forcément encore, lorsque nous défendons un hôpital dont nous espérons en avoir jamais besoin, lorsque nous transmettons un droit que d'autres ont coquille pour nous. Nous faisons peuple lorsque nous décidons ensemble de ce qui mérite d'être protégés, partagés et transformés. Voilà la République du commun. Voilà la République du commun. Des droits, des services publics, des savoirs, des protections, une mémoire, une mémoire et un avenir dont chacun peut se sentir responsable et protégé. Le commun n'efface pas les différences, mes amis. Il leur donne un monde à partager. La République est une école pour les enfants. -uvre vivante.

Chaque génération doit la recevoir, la transformer et la transmettre. Personne, mais personne n'en est propriétaire exclusif. Personne ne doit avoir à s'effacer ou à se faire plus petit pour lui appartenir pleinement. C'est cela l'audace de la dignité. C'est la devise de notre ville, l'audace de la dignité. Eh bien, nous n'avons pas achevé l'ouvrage. Nous y posons notre pierre. Notre drapeau ne doit jamais servir à résigner, à se résigner et à désigner qui serait de trop. Notre Marseillaise, à toutes les voix qui font la France, nos symboles prennent la force lorsque nous accomplissons leurs promesses. Le parc, je l'ai dit, gardera son nom et son inauguration aura bien lieu. La justice doit agir, l'éducation doit prévenir et chacun doit prendre sa place, refuser l'injure, ne pas laisser une personne isolée transmettre l'esprit critique et tenir sa parole. La République commence lorsqu'un témoin refuse de rester spectateur.

Merci à vous, toutes et tous, de ne pas être restés spectateurs.

Eh oui, il n'y a pas de lumière commune si on accepte de laisser l'autre dans l'ombre.

Aujourd'hui, je veux terminer avec les mots de Nazem Hikmet. Oui,

malgré les insultes, je n'oublie pas d'où je viens. Je suis né en Turquie. Je suis arrivé en France que quand j'avais 13 ans sans un mot,

sans parler un mot de français. Eh oui, cette République m'a tout donné depuis son école publique. Elle m'a donné la plus belle des responsabilités, celle d'être maire.

Et Nazem Hikmet, Nazem Hikmet disait, et mon deuxième fils porte son nom, vivre comme un arbre seul et libre, vivre en frère comme les arbres d'une forêt,

vivre les arbres d'une forêt.

Eh oui, une forêt n'est pas composée d'arbres identiques. Leurs racines dans des terres différentes, leurs branches ne prennent pas toutes les mêmes directions. Chacun grandit avec son histoire, ses blessures, ses forces et sa propre manière de chercher la lumière. Nous aussi, nous restons seuls et libres dans notre conscience, dans nos convictions politiques et philosophiques, notre foi ou notre absence de foi. Nous n'avons pas besoin de nous confondre pour tenir ensemble. Mais dans une forêt, les racines se rencontrent, les arbres se protègent du vent, ils se transmettent la vie. Et lorsque l'un d'eux tombe, l'espace qu'il laisse rappelle aux autres que rien de vivant ne se construit dans l'indifférence. Lorsque la dignité d'une personne est atteinte, personne, et nous en sommes, la preuve aujourd'hui, nous doit rester isolés. Aujourd'hui, nous sommes cette forêt, une forêt de conscience libre, une chaîne fraternelle que la haine voulait remplir et qu'elle a au

contraire rendu visible. Nous garderons nos différences, nous tiendrons notre parole, nous poursuivrons l'ouvrage, nous serons les uns pour les autres, nous serons différents sans être séparés, nous serons libres, libres sans être indifférents, nous serons unis, sans être semblables. Et oui, en tant et tant que nous resterons debout, aucune haine ne pourra nous toucher, aucune haine pourra nous combattre. Ce n'est pas la victoire d'un camp que nous célébrons ici. Aujourd'hui, c'est la possibilité, toujours fragile. Ne l'oublions pas, elle est fragile, cette possibilité, mais toujours à défendre d'un avenir commun. Une page d'histoire s'écrit aujourd'hui sous le ciel de bon -il à nous, d'en faire non pas une parenthèse, mais une promesse tenue. Alors ensemble, faisons République ! Vive mon -il sur Marne ! Vive la République ! Vive la France !

J'invite les caméras à s'éteindre.